

**Assises Franco-Colombiennes de l'Enseignement supérieur, de
la Recherche et de l'Innovation
Medellin - Antioquia - Colombie
12 - 14 juin 2019**

**Publié dans "Pour un art de la paix en Colombie" (2019), pp. 50 - 59, Ecole de la paix
Ed., 108 p., Grenoble, ISBN 9782956879503**

Basculement du monde, développement humain et paix

Faire face à l'obsession de la croissance

Eric Brunat¹

Le développement humain réellement existant suppose une rupture avec la doxa dominante néolibérale de l'accumulation matérielle. Ceci est urgent et suppose d'opérer un retour vers l'*œconomie*² susceptible de faciliter la paix sur un chemin de vie humaine conviviale dans un contexte de ressources naturelles finies. L'*œconomie* pointe la nécessité de s'éloigner de la logique suicidaire économique et marchande et de replacer l'être humain au cœur des priorités de gouvernance. La valeur de solidarité, la mémoire, le don réciproque, la sobriété dans le cadre de relations de proximité, sont les sources du bien-être. Le développement humain ne renvoie pas ici à la logique de croissance du produit et à l'Indice de Développement Humain défini par le Programme des Nations Unies pour le Développement. Il s'agit d'un

¹ Université Savoie Mont Blanc, Faculté de droit, Habilité à diriger des recherches (économie du développement, économie de la transition, économie régionale) ; docteur honoris causa des Universités d'État de Sotchi (2010) et d'Irkoutsk (2012) ; membre du laboratoire IREGÉ. A été Vice-président de l'Université de Savoie chargé des relations internationales ; directeur exécutif et scientifique du Centre européen-russe d'économie politique à Moscou (RECEP) ; senior 'economist-advisor' aux Nations Unies – PNUD en Russie, Biélorussie et Moldavie. Membre associé permanent de l'Académie de Savoie. Cofondateur de l'Ecole de la paix de Grenoble.

² Serge Latouche (2004), *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Les petits livres n°55, 127 pages, ou Pierre Calame (2018), *Petit traité d'œconomie*, Editions Charles Léopold Mayer, 191 pages.

développement culturel, écologique et social incluant la santé, l'éducation et l'expression libre, un développement radicalement détaché de l'accumulation matérielle et tendu vers un bien-être ressenti. Le "*moins est mieux*" doit devenir la piste de recherche et d'action, alors que l'humanité prisonnière des illusions d'une croissance essentiellement fondée sur la finance et le secteur de l'immobilier est déjà rattrapée par la problématique de sa survie.

Accélération des innovations et basculement du monde

Deux phénomènes inédits quant à leur rythme et leur envergure caractérisent les cinquante dernières années : d'une part une accélération exponentielle des innovations majeures et mineures en flux continus, fondées sur la rupture technologique générique de l'électronique puis de l'optronique (capteurs, miniaturisation, automatisation, circulation de l'information...) et du génie génétique notamment, et d'autre part, une augmentation des données à repérer, comprendre et gérer valorisant les grandes structures et les réseaux économiques et de pouvoirs sur toute la chaîne de valeur, de la recherche et développement, puis la conception des biens et des services (parfois inutiles mais dévoreurs de ressources), leur distribution jusqu'à leur consommation finale. L'accumulation du capital et des biens est plus que jamais le moteur du système quitte à oser le concept de "développement durable" qui est un oxymoron plus qu'un pléonasme, y compris pour les puissants de ce monde en danger, dont les membres du G7, les principales organisations internationales issues de Bretton Woods ou de l'après guerre, les firmes transnationales enclines à avancer toujours plus et plus vite sous couvert de "responsabilité sociale" proclamée et de "soutenabilité" de leur croissance, tandis que la logique du système d'ensemble reste inchangée et les grandes tendances alimentées par de nombreux effets rebonds caractérisant notamment les comportements de consommation³. Ce grand mouvement global, certes suicidaire, se réalise sans qu'à aucun moment la notion de croissance et de développement soit remise en cause. Dès lors le concept de "durabilité" devient le pare-feu, l'alibi d'un système qui continue de puiser au-delà du raisonnable dans une planète qui ne peut se régénérer pour servir⁴. Le '*earth overshoot day*', jour du dépassement de la terre, était le 29 décembre en 1970, ce fut le 1^{er} août en 2018. Cette année là, si la population mondiale avait adopté les standards de vie français, le dépassement aurait été le 5 mai et ceux des Etats-Unis le 15 mars. L'avènement d'une marchandisation planétaire est

³ C'est le 'paradoxe de William S. Jevons'. Les améliorations technologiques augmentent l'efficacité avec laquelle une ressource est employée, sa consommation totale peut alors augmenter au lieu de diminuer.

⁴ <https://www.footprintnetwork.org/resources/data/2018-national-footprint-accounts-guidebook/>

la société du spectacle⁵ annoncée comme alerte dès les années 60 où le levier du crédit a contribué à dépolitiser notamment les sociétés dites avancées, enivrées par une croissance pensée comme infinie, avec l'illusion d'une ascension sociale pour chacun, d'une redistribution équilibrée des pouvoirs avec au centre le concept flou de classe moyenne.

Emergences économiques, géopolitique et basculement du monde

L'ouverture des économies facilitée par l'Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce (1947) puis l'Organisation Mondiale du Commerce (1995), l'accélération des innovations et des échanges, la mobilité croissante du capital, les firmes transnationales toujours plus puissantes ont affaibli les régulations possibles au niveau des Etats-Nations et facilité l'insertion de nombreuses nations émergentes dans le processus marchand global, nations devenues des ateliers du monde capitaliste caractérisés par des 'avantages comparatifs' avec souvent de faibles salaires réels, des protections sociales médiocres et des normes environnementales peu contraignantes. Le système de type soviétique incapable de trouver sa place dans ce processus accéléré s'est effondré, tandis que Keynes a perdu la bataille des idées après avoir dominé le XXe siècle au profit d'un néolibéralisme débridé par 'la victoire' de la démocratie de marché, l'illusion arrogante d'un monde unipolaire dominé par les Etats-Unis⁶ et les préceptes du Consensus de Washington. John Williamson et l'Ecole de Chicago dès 1989 déclinent en effet une dizaine de points de politique économique libérale rapidement adoptés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale comme fondamentaux des politiques structurelles notamment au début des années 90 en Amérique latine ou en Russie engagée dans la transformation brutale de son économie et de sa société vers des formes marchandes, puis comme ligne de conduite de ces organisations partout dans le monde quels que soient les niveaux du développement institutionnel et humain et la nature des crises à surmonter. Les trois principales mesures des politiques structurelles appliquées sont la privatisation des monopoles ou entreprises d'État, la déréglementation des marchés par l'abolition des barrières à l'entrée ou à la sortie, une stricte discipline budgétaire et la stabilisation macroéconomique. Dès lors, la mondialisation s'est avérée plurielle. Elle est financière, commerciale, humaine, technologique, environnementale, militaire, épidémiologique... Elle concerne les modes de production, les modes de consommation et de vie. Mais elle est aussi asymétrique impactant les lieux de la production et de la consommation de manière hétérogène. Les rythmes 'des mondialisations' sont

⁵ Guy Debord (1967, éd. 1997), *La société du spectacle*, Editions Gallimard, 211 pages ; voir également Albert Jacquart (2009), *Le compte à rebours a-t-il commencé ?*, Stock, 141 pages.

⁶ Francis Fukuyama (1992), *The End of History and the Last Man*, The Free Press, Macmillan et Flammarion, 451 pages.

aussi différents. La vitesse est rapide pour la finance, mais bien plus lente pour la convergence fiscale, sociale et les droits de l'homme. Il est bien connu que de nombreuses firmes transnationales ont aujourd'hui des chiffres d'affaires supérieurs au produit intérieur brut de nations voire de continents, ce qui pose des problèmes de pouvoirs, de gouvernances et de promotion des espaces démocratiques dans le monde. Ces formes mondialisées sont des processus efficaces pour créer de la richesse financière, de la croissance économique selon des indicateurs comptables mais de piètres processus pour distribuer ces valeurs de façon équitable dans le respect des équilibres de la planète, humains et environnementaux. Moins de 1% des individus les plus riches possèdent davantage que les autres 99%. Pour Thomas Piketty la croissance réelle globale est faible dans un contexte d'approfondissement des inégalités⁷. Les chiffres et méthodes de Piketty ont été contestés par plusieurs auteurs dans un débat mondial qui n'est pas clos⁸, mais personne ne conteste sérieusement l'enrichissement considérable du décile des plus riches. Les écarts se creusent, malgré le recul de l'extrême pauvreté au niveau mondial selon le seuil de revenu disponible défini à 1,90 US\$ par jour par la Banque Mondiale après un calcul en parité de pouvoir d'achat (PPA), dans un contexte de déséquilibres environnementaux, parfois aux dommages irréversibles, et de développement dont le sens est dès lors usurpé.

La plupart des pays émergents, une cinquantaine dans le monde, et des nations dites du Sud sont sur le chemin classique qui passe par la croissance à tout prix. Il existe différentes définitions de l'émergence, donc différents échantillons de pays dont les économies sont propices aux investissements directs étrangers -IDE. Outre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, les listes comprennent notamment des pays comme l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, le Sri Lanka, le Mexique, la Colombie, le Pérou, la Thaïlande, la Turquie, le Vietnam... Les critères principaux de l'émergence sont le PIB par habitant (en PPA) jamais inférieur à 10% de la moyenne des PIB par habitant (en PPA) des pays de l'OCDE, les capacités de financement avec notamment une épargne qui n'est pas inférieure à 10% du PIB, une croissance supérieure à la moyenne mondiale pendant plusieurs années consécutives dans la période récente, un cadre légal stable et non abstrus, être dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires au sens de la Banque Mondiale...

Le modèle de l'Occident est emprunté pour vaincre la pauvreté sans remettre fondamentalement en cause les étapes de la croissance jadis décrites par W.W. Rostow⁹. Cependant en transférant leur vision de l'accumulation et de la

⁷ Thomas Piketty (2013), *Le capital au XXIe siècle*, Seuil, 976 pages.

⁸ Voir à ce sujet notamment Richard Sutch (2017), *The One Percent across Two Centuries: A Replication of Thomas Piketty's Data on the Concentration of Wealth in the United States*, *Social Science History*, 41(4), pages 587-613. doi:10.1017/ssh.2017.27

⁹ Walt W. Rostow (1960), *Les étapes de la croissance économique*, Cambridge University Press, Editions du Seuil, 255 pages.

croissance, les occidentaux ont dupliqué un mode de production qui transforme souvent la sobriété en inégalités insupportables, en déséquilibres multiples dont environnementaux, voire en misère et en conflits dans certains cas¹⁰ où la notion de croissance et de développement ne rompt pas avec l'impasse globale du monde. Selon cette logique d'accumulation, c'est la transformation de la croissance en développement humain, au sens du PNUD, qui semble être l'enjeu des nations émergentes arrivées au seuil des besoins d'éducation, de santé, d'institutions stables, d'une classe moyenne se structurant, d'un marché intérieur desserrant, par son absorption des biens et services, la contrainte vis-à-vis des exportations, cela pour aller plus loin dans l'impasse d'un mode de développement *de facto* condamné. Nous acceptons cependant, à la suite de Serge Latouche et de nombreux auteurs qui réfléchissent à la décroissance¹¹ et à la démondialisation¹² que "*les pays qui ont une faible empreinte écologique accroissent certaines productions pour le bien de leur population, mais ils doivent éviter de tomber dans la machine infernale du cycle de la production infinie*"¹³... Par ailleurs, la décroissance n'est pas une récession mais une rupture, un changement de paradigme, un mode d'organisation réellement durable et un vecteur de paix non plus fondés sur l'accumulation où "le plus serait mieux" mais où "le moins serait mieux" et certes pas dans le sens d'un syncrétisme quelconque de type 'religieux' mais dans le sens d'une logique sobriété.

Les pays émergents représentent désormais environ 50%, de la richesse mondiale en PPA. Bien que sur un chemin sans issue heureuse, cette réalité constitue l'un des principaux défis de l'économie mondiale et de la doxa dominante. Quelle sera la capacité de ces pays de transformer cette croissance en développement humain soutenable au sens du PNUD ? Où se situent sur ce chemin les pays les plus mal partis ? Comment peuvent encore résister les pays les plus avancés sur la voie de l'accumulation effrénée ? Car même sur la voie des mondialisations néolibérales, même avec le poids grandissant de la Chine, si l'on considère la répartition des revenus réels, les flux et les stocks d'investissements¹⁴, la capitalisation boursière des 100 plus grandes firmes tous secteurs confondus dont les plus grandes entreprises de haute technologie¹⁵, les "champions globaux" aux stratégies planétaires, le poids des pays émergents reste modéré et n'autorise pas à parler de "basculé" de la cartographie mondiale des puissants capitalistes, privés ou monopolistes

¹⁰ Serge Latouche (2018), La décroissance vise le travailler moins pour travailler mieux, *Le Monde*, 13 décembre.

¹¹ Tim Jackson (2010), *Prosperité sans croissance : la transition vers une économie durable*, De Boeck-Etopia, 247 pages

¹² Walden Bello (2002, éd. 2011), *La démondialisation : idées pour une nouvelle économie mondiale*, Le serpent à plumes éditions, 283 pages ou encore, Jacques Sapir (2011), *La démondialisation*, Economie Humaine, Seuil, 264 p.

¹³ Serge Latouche (2018) *op. cité*.

¹⁴ World Investment Report, CNUCED (2018), <https://unctad.org/en/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=2130>

¹⁵ Voir <https://www.pwc.fr/fr/espace-presse/communiqués-de-presse/2018/juillet/les-100-entreprises-les-mieux-valorisées-au-monde.html>, rapport du cabinet d'audit PricewaterhouseCoopers (2018).

d'Etat¹⁶. Si l'on ajoute l'importance en volume des dépenses militaires¹⁷, la place des pays émergents dans les instances internationales issues "de Bretton Woods", le classement des grandes universités, l'importance des secteurs financiers, la recherche et développement industrielle et médicale, l'intelligence artificielle, la biologie végétale et animale, les études génétiques, selon ces points non exhaustifs, la cartographie du monde n'est que très partiellement corrigée malgré les jaillissements de la Chine... Outre l'impasse générale, ceci suscite des fuites en avant défavorables à la paix.

Pour un autre développement plus juste, pour la paix

La nouvelle cartographie du monde et l'évitement de l'apocalypse pour tous passent par une rupture épistémologique avec le modèle dominant de l'accumulation sans fin ainsi qu'avec la primauté des valeurs d'échange, donc de la croissance comme doxa. Il s'agit d'un changement radical de paradigme où le développement réellement existant doit se faire forcément dans la sobriété sans être piégé par les formules du type "développement durable". Si l'anticipation est hors de portée des rationalités limitées humaines alors la crise sera le catalyseur. Les peuples et certains intellectuels lanceurs d'alerte commencent à s'exprimer de façon de plus en plus convaincante tel Felwine Sarr, universitaire sénégalais qui revendique un monde plein de bon sens fait de démocratie participative, de bonnes utilisations des ressources de proximité et de réseaux locaux à l'aise avec les technologies de l'information et de la communication¹⁸. Les inquiétudes sont là, souvent assorties d'expériences issues de la société civile, parfois populistes certes, parfois radicales, souvent exclusives et ne faisant pas "système". Des mosaïques faites d'éléments juxtaposés sans véritable coordination et cohérence qui appellent à être combinées. Cela passe notamment par une réorganisation des territoires, des lieux de proximité, des quartiers en zone urbaine, des zones rurales à reconsidérer en dehors du productivisme suicidaire, pour satisfaire localement le maximum de besoins des citoyens. Cette reconquête du local, lieu de la recomposition sociale, ne doit pas être confondue avec une fermeture et encore moins avec l'autarcie autosuffisante de groupes utopiques où la violence finit par l'emporter. Il s'agit de systèmes locaux faits de démocratie participative où la paix et le respect des uns et des autres sont en rupture avec la logique de croissance fondée sur l'accumulation de l'inutile. Il ne s'agit pas

¹⁶ Certes Mittal Steel ou Tata sont d'origine indienne ; Petrobras, Pão de Açúcar, Embraer sont d'origine brésilienne ; State Grid Corp., Sinopec Group, PetroChina, Lenovo, Alibaba Group, ou encore Huawei sont d'origine chinoise ou le géant russe Gazprom, toutes ces firmes émergent et investissent dans le monde, mais ce n'est que le début d'un processus de "rééquilibrage" sur le chemin de l'accumulation classique.

¹⁷ Voir le travail de référence de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm -SIPRI, <https://www.sipri.org/>

¹⁸ Felwine Sarr (2016), *Afrotopia*, Philippe Rey, 157 p.

d'une nouvelle '*absurdie*' utopique mais d'une meilleure articulation du local avec les institutions régionales, nationales et internationales. Il s'agit des formes circulaires qui rompent avec la frénésie de production, de distribution, de consommation et d'augmentation des déchets. Ceci ne peut être un fait marginal, un ajustement, un alibi ou une logique d'un développement dit durable, mais le cœur dominant d'un processus fait de biens communs et de productivité à valeur d'usage et non plus centré sur le travail ou le capital. Les circuits courts, l'intégration des services dans les biens industriels au sens de l'économie quaternaire esquissée notamment par Michèle Debonneuil, les produits issus des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) qui supposent nécessairement une politique publique proactive de prix afin de ne pas exclure les plus démunis, la promotion des initiatives véritablement sociales et solidaires, des systèmes d'échanges locaux fondés sur la valeur travail, des monnaies complémentaires voire fondantes c'est-à-dire des monnaies qui doivent circuler rapidement sur un territoire restreint et qui ne se prêtent pas à la thésaurisation, au sens de Silvio Gesell qui crée ce concept de monnaie à partir de sa propre expérience en Argentine. Il s'agit d'une feuille de route révolutionnaire pour la paix, incompatible ici et maintenant, avec la croissance économique de l'accumulation, avec les pillages, la consommation insatiable, les inégalités et les déséquilibres de toutes sortes qui en découlent. Ceci suppose l'appui des autorités, de nombreux acteurs, producteurs et consommateurs engagés sur des territoires limités, des outils issus des observations de l'économie résidentielle et présente (notamment en matière de services), une recherche sans exigence de bénéfices immédiats en somme, la résurgence d'un existentialisme non matérialiste. C'est un chantier considérable et un espoir.